

**ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE LA PREVISION
ECONOMIQUE ET DU PLAN**

***RESULTATS DE L'ENQUETE SUR
L'INVESTISSEMENT DU SECTEUR
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES***

ANNEE 1998

Direction de la Statistique



MAI 2002

Sommaire

Avant- Propos	3
I- Cadre conceptuel et système d'évaluation.....	5
1. <i>Concepts et définitions</i>	5
2. <i>Système d'évaluation</i>	8
II- Procédures méthodologiques de l'enquête.....	10
1. <i>Objectifs de l'enquête.....</i>	10
2. <i>Champ de l'observation.....</i>	11
3. <i>Support de l'enquête</i>	15
4. <i>Mode d'administration du questionnaire</i>	15
III- Présentation des résultats	16
1. <i>Les acquisitions d'actifs non financiers.....</i>	16
2. <i>Formation brute de capital fixe (FBCF).....</i>	20
3. <i>La répartition fonctionnelle des investissements.....</i>	21
4. <i>Acquisitions d'actifs non financiers et types de budget... </i>	24
5. <i>Financement des investissements.....</i>	28
Annexes	30

AVANT – PROPOS

Dans ce rapport, il est proposé à la fois de décrire la méthodologie de l'enquête réalisée en 2001 par la Direction de la Statistique, relevant du Ministère de la Prévision Economique et du Plan, pour évaluer les flux d'actifs non financiers du secteur des Administrations Publiques et de présenter les résultats générés par cette opération.

Cette enquête complète le programme des enquêtes de la Direction de la Statistique ayant touché en particulier le domaine d'investissement. Elle a concerné l'ensemble des entités administratives composant le secteur des Administrations Publiques au sens de la comptabilité nationale.

Les résultats publiés dans ce document permettront aux lecteurs de se faire une idée ponctuelle du contenu des flux des différentes catégories d'actifs non financiers effectués au titre de l'année 1998. Et pour assurer le suivi des investissements réalisés par les Administrations Publiques au cours du temps, le Ministère de la Prévision Economique et du Plan a jugé nécessaire de rendre cette opération permanente à partir de l'exercice 2001.

Pour faciliter la compréhension de l'ensemble des informations de l'enquête, il est utile d'attirer l'attention du lecteur sur l'approche de l'évaluation retenue des flux de capital. Celle-ci s'inscrit dans les travaux qui serviront à l'élaboration et à l'amélioration des comptes nationaux marocains.

Il est à souligner que le système comptable des unités enquêtées est différent des autres systèmes et en particulier de celui de la comptabilité nationale. Les données budgétaires ont subi, par conséquent, un certain nombre de retouches conformément aux concepts et au système d'enregistrement des opérations dans le cadre de l'enquête. Par conséquent, toute comparaison ou utilisation des résultats de l'enquête doit les prendre en considération.

Il y a lieu de préciser aussi que l'enquête a concerné l'ensemble des intervenants dans le domaine de l'information budgétaire (Ministères et institutions, collectivités locales, établissements publics administratifs (*EPA*) et services de l'Etat gérés de manière autonome (*SEGMA*)).

Sa réalisation s'est heurtée à quelques difficultés dues essentiellement à la collecte des informations sur le terrain et aux présentations comptables diversifiées notamment en ce qui concerne les établissements publics administratifs. Les problèmes rencontrés à cet égard concernent entre autres :

- la conversion des opérations budgétaires aux opérations fondées sur des règles d'enregistrement en *droits constatés* ;
- l'absence d'un système comptable, normalisé à l'ensemble des unités des Administrations Publiques, a rendu quelques fois difficile la collecte, l'exploitation et le traitement des données;
- les difficultés d'obtenir des données relatives aux éléments du patrimoine immobilier, faute d'une organisation comptable et d'un système d'informations adéquats, ne permettant pas actuellement la connaissance et le suivi de la situation du patrimoine des Administrations Publiques. Toutefois, les renseignements collectés auprès de certaines unités serviront ultérieurement à l'évaluation de l'amortissement économique du capital fixe qu'elles détiennent. L'intérêt de cette grandeur est de pouvoir l'intégrer aux comptes nationaux pour pouvoir mesurer correctement la contribution du secteur à la formation du produit intérieur brut et de l'épargne, ainsi que la détermination des montants servant à faire face à l'usure et l'obsolescence du capital.
- les transferts en capital effectués entre les unités du secteur et entre celui-ci et le reste des agents économiques seront également étudiés ultérieurement dans le cadre de la mise en cohérence d'ensemble.

I – CADRE CONCEPTUEL ET SYSTEME D'EVALUATION

La mise au point d'un cadre conceptuel et de principes d'évaluation des données de l'enquête est nécessaire à la production des données statistiques adaptées à l'analyse de l'investissement des Administrations Publiques en termes macro-économiques. Ledit cadre vise la quantification des objectifs selon des principes pré-établis et retenus pour le recueil de données.

1- Concepts et définitions

1-1 Secteur des Administrations Publiques

Le secteur des Administrations Publiques regroupe toutes les entités administratives situées sur le territoire économique national (urbain et rural) pouvant appartenir soit aux services des pouvoirs publics centraux (législatif, judiciaire ou exécutif), soit aux pouvoirs publics locaux, soit à des organes chargés des régimes de sécurité sociale. Il comprend également les institutions à but non lucratif contrôlées et majoritairement financées par les pouvoirs publics.

1-2 Sous-secteurs des Administrations Publiques

Le secteur des Administrations Publiques est subdivisé en trois sous-secteurs, selon le critère de compétence générale ou plus spécialisée. Il s'agit des ministères et institutions, des collectivités locales et des institutions publiques sans but lucratif.

a- Ministères et institutions

Ils regroupent les fonctions du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire. Ils constituent le premier sous-secteur. Leurs opérations sont retracées dans le budget général de l'Etat et les comptes spéciaux du Trésor.

Ainsi, les opérations de dépenses sont structurées par ministère et institution et, à l'intérieur de chaque unité, ces dépenses sont ventilées en rubriques désignant d'une part le motif de la dépense, et d'autre part sa nature économique.

Quant aux comptes spéciaux du Trésor, ils sont gérés par les ministères et institutions. Leurs opérations sont prévues, autorisées et exécutées selon des procédures analogues à celles du budget général.

b- Collectivités locales

Elles regroupent les conseils régionaux, provinciaux, préfectoraux et communaux. Elles englobent également les communautés urbaines et les syndicats de communes, lesquels sont nés, soit de l'élargissement à plusieurs communes de l'assiette financière nécessaire aux travaux d'équipement, soit de l'exploitation sous tutelle de certains services publics. Leurs opérations sont retracées dans des comptes administratifs.

c- Institutions publiques sans but lucratif (IPSBL)

Ces institutions ou organismes ont des statuts juridiques très variés et exercent leurs activités, essentiellement non marchandes, dans de nombreux domaines tels que l'enseignement, la santé, la recherche, l'agriculture, l'administration générale, la culture, les actions sociales et économiques,... Il s'agit des établissements publics administratifs (*EPA*) non considérés comme des entreprises publiques à compétence nationale ou locale. Ces unités sont plus ou moins autonomes et dans lesquelles le pouvoir de décision de l'unité de tutelle est prépondérant. Leurs budgets sont alimentés principalement par des subventions et leurs opérations sont consignées dans des comptes administratifs parfois dans la comptabilité d'entreprise. Les services de l'Etat gérés de manière autonome (*SEGMA*) font partie des ministères de tutelle en raison de leur dépendance vis à vis de ces ministères en termes de comptabilité nationale. Dans le présent rapport, les *SEGMA* sont regroupés avec les *EPA*.

Les établissements publics à caractère commercial et industriel produisant principalement des biens et des services marchands ne sont pas intégrés dans le secteur des Administrations Publiques; ils sont classés dans le secteur des sociétés non concernées par cette enquête. Ils ont été saisis dans le cadre des enquêtes de structure réalisées auprès des entreprises.

1-3 Investissements

La notion d'investissement retenue par l'enquête s'étend aux opérations qui consistent à accumuler le capital par les unités retenues dans le champ d'observation. Il s'agit de la valeur du total de la formation brute de capital fixe (*FBCF*), des variations des stocks, des acquisitions nettes des cessions d'objets de valeur et des actifs non produits (terrains et actifs incorporels non pris en compte dans la *FBCF*).

a- La *FBCF* est mesurée par la valeur totale des acquisitions nettes des cessions d'actifs fixes, y compris la valeur des actifs fixes réalisés par les entités pour leur compte propre (travaux faits par l'entité pour elle-même).

Les actifs fixes correspondent aux immobilisations corporelles et incorporelles issues du processus de production. Ils sont utilisés pendant plus d'un an, c'est-à-dire qu'ils doivent figurer durablement dans le patrimoine de l'entité.

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement des constructions (bâtiments et ouvrages d'infrastructures), du matériel et des améliorations majeures apportées à ces immobilisations (grosses réparations et aménagements).

Les immobilisations incorporelles, considérées comme capital fixe, correspondent à la prospection minière, les logiciels, et les œuvres récréatives, littéraires et artistiques originales.

Les améliorations majeures des immobilisations sont des travaux dont l'objet est d'apporter des changements significatifs à certaines des caractéristiques des immobilisations pour augmenter leur durée d'utilisation. Il s'agit, entre autres, de la rénovation, l'agrandissement, la reconstruction, l'extension d'une construction, les travaux d'amélioration des terrains, ... Toutefois, les travaux courants d'entretien et de réparation ne font pas partie de cette catégorie.

b- Les stocks correspondent à la valeur des produits stratégiques, des matières et fournitures consommables (les véhicules, les micro-ordinateurs et le gros matériel sont considérés comme du capital fixe) détenus par les entités administratives à un instant donné. Il faut disposer du niveau des stocks en fin et en début d'année pour pouvoir estimer la variation des stocks. La méconnaissance de ces stocks par les différentes entités administratives a conduit à la non prise en compte de cette grandeur dans le présent rapport.

c- Les objets de valeur sont des actifs détenus comme réserve de valeur. Ils ne sont pas destinés à être utilisés comme des entrées intermédiaires ou comme de la *FBCF* de ces unités. Les objets de valeur ne se détériorent pas avec le temps dans des conditions normales. Etant donné leur nombre réduit, ces objets n'ont pu être distingués des autres produits.

1-4 Situation patrimoniale

Elle se limite pour cette enquête au niveau de la valeur des stocks d'actifs fixes (inventaire des immobilisations fixes à la fin de l'exercice 1998) détenus par l'entité observée. Ce type d'information a pour objet de disposer des éléments nécessaires pour le calcul de la consommation du capital fixe (amortissement économique).

1-5 Consommation de capital fixe

Elle représente la valeur de l'usure et de l'obsolescence du stock de capital fixe détenu par l'entité. Le calcul de cette grandeur se fait à partir du stock de capital fixe évalué au prix de remplacement et de sa durée de vie probable. Un tel calcul permet, d'une part, de passer du "brut" au "net" dans les différents soldes économiques (valeur ajoutée brute, formation brute de capital fixe, épargne brute) proposés par le système de comptabilité nationale et, d'autre part, de procéder à l'évaluation correcte de la production et par conséquent la valeur ajoutée brute du secteur des Administrations Publiques.

1-6 Transferts en capital

Ils se définissent comme l'opération par laquelle une entité économique (administrative ou non) engage des transferts, destinés à l'investissement, au profit d'une autre entité (administrative ou non) sans recevoir en retour une contrepartie. Les transferts en capital peuvent se faire en espèces ou en nature. Les transferts en espèces se traduisent par l'octroi ou/et la perception des moyens de paiement pour financer les acquisitions des actifs non financiers (moyens de transport, bâtiments et ouvrages de travaux publics, machines, terrains...). Quant aux transferts en nature, ils correspondent au transfert de la propriété de ces actifs.

Les aides à l'investissement, les subventions d'équipement et les annulations des dettes font partie des transferts en capital effectués par les entités administratives à d'autres entités économiques, ou inversement, pour financer en partie ou en totalité des projets d'investissement. Ces transferts comprennent également la contre-valeur des investissements réalisés par les entités administratives pour le compte des autres unités appartenant au secteur des Administrations Publiques ou aux autres secteurs.

2- Système d'évaluation

Les données de l'enquête sont fondées sur des principes et des règles permettant d'intégrer l'information budgétaire, en matière d'investissement, dans un cadre macro-économique et d'analyser, d'une manière appropriée, les interactions et les flux qui existent entre les différentes composantes du secteur des Administrations Publiques et entre celui-ci et les autres agents économiques.

A cet effet, la différence entre le système comptable des entités administratives et celui de la comptabilité nationale conduit à la détermination des montants des opérations d'investissement réalisées dans le cadre de l'exécution des lois de finances selon l'optique patrimoniale comme pour les entreprises. L'objectif est d'assurer la cohérence et la comparaison entre les données de l'ensemble des secteurs de l'économie nationale et de permettre une analyse économique adéquate. Il y a lieu de retenir à cet égard que :

- la période couverte par l'enquête correspond à l'année civile 1998 et non pas à l'année budgétaire. (1er juillet au 30 juin). Les données observées se rapportent aux opérations réalisées dans le domaine de l'investissement entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année 1998 ;

- les rubriques et postes constitutifs du questionnaire ont été largement inspirés de la nomenclature budgétaire, mais structurés conformément aux objectifs de l'enquête ;
- les informations demandées concernent l'exécution des budgets et des comptes spéciaux principalement au titre des exercices budgétaires 1997-1998 et 1998-1999. En effet, chaque entité administrative tient une comptabilité aux fins de suivi et de contrôle des deniers publics. Une transposition à l'année civile 1998 a été opérée en s'appuyant sur des données infra- annuelles ;
- le régime d'exercice budgétaire repère les montants effectifs des dépenses exécutées sur la base des règlements. Cependant, les opérations prises en compte dans le cadre de l'enquête sont enregistrées sur la base des droits constatés. L'optique décaissement qui prévaut actuellement comme base de comptabilisation dans la comptabilité publique ignore ce principe ;
- l'enregistrement sur la base des droits constatés correspond à l'acte de la réalisation effective de l'opération économique, alors que l'enregistrement budgétaire s'intéresse uniquement aux encaissements et décaissements. Le droit constaté correspond au mode d'enregistrement préconisé par la comptabilité nationale. Ainsi, les valeurs correspondantes à chaque catégorie d'investissement doivent être enregistrées au moment de l'acquisition ou/et de cessions des actifs non financiers. L'achat d'un bien de capital fixe est enregistré lorsque la propriété du bien est transférée et non lorsque le paiement correspondant est effectué. D'où la transformation "règlements effectifs /droits constatés" s'impose et ce en procédant à des ajustements appropriés. Ce problème sera relativement dépassé une fois le projet du nouveau plan comptable public marocain adopté et mis en application.

II – PROCEDURES METHODOLOGIQUES DE L'ENQUETE

Comme les autres agents économiques, le secteur des Administrations Publiques effectue, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, des opérations qui consistent à acquérir des actifs non financiers. Le montant et la nature de ces opérations sont des éléments d'information d'importance capitale pour la mesure de la formation de capital de toutes les unités relevant de ce secteur et pour la connaissance de leur contribution au financement de la formation de capital des autres unités, et ce par l'octroi des subventions d'investissement et des autres transferts en capital.

Tous ces éléments ont été recueillis exhaustivement auprès des entités administratives publiques. L'opportunité de cette investigation, première du genre, est dictée par l'importance de ce secteur dans la conduite de toute politique économique et sociale et s'inscrit dans le cadre de la mise à niveau du système national d'information statistique et notamment la mise en place du nouveau système de comptabilité nationale (SCN 93) et d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (1998). Ce système constitue un cadre macro-économique couvrant les besoins des analystes, décideurs et gestionnaires dans les domaines économique, social et financier.

Par ailleurs, cette enquête complète le programme des enquêtes de la Direction de la Statistique ayant touché le domaine d'investissement. Les enquêtes de structure ont concerné toutes les entreprises disposant de comptabilité et les unités de production informelles ont été couvertes par l'enquête sur le secteur informel. L'investissement des ménages en logements est observé dans le cadre de l'enquête sur les dépenses des ménages, réalisée entre octobre 2000 et octobre 2001.

Dans ce qui suit, seront présentés les principaux aspects méthodologiques de l'enquête.

1. Objectifs

Les objectifs assignés à l'enquête consistent à déterminer :

- l'investissement réalisé par les différentes unités relevant du secteur des Administrations Publiques selon les catégories de produits retenus dans le cadre des comptes nationaux;
- la contribution du secteur des Administrations Publiques dans l'investissement national;

- la situation patrimoniale des Administrations Publiques en matière d'immobilisations (capital fixe) et de consommation de capital fixe (amortissement économique);
- les transferts en capital par destination (subventions d'équipement ou aide à l'investissement) et les concessions à des tiers;
- la ventilation fonctionnelle des investissements;
- les sources de financement des investissements ;
- la réalisation de toute étude liée à ces données.

2. Champ de l'enquête

La cible de l'enquête a été constituée par l'ensemble des unités retenues dans le secteur des Administrations Publiques au sens de la comptabilité nationale. Il s'agit de l'ensemble des unités administratives sous contrôle des pouvoirs publics dont la fonction principale consiste à fournir les services non marchands à la collectivité. Ainsi, le champ de l'enquête couvre les entités administratives suivantes :

- les institutions (cour royale et services rattachés, parlement et cour des comptes);
- les départements ministériels;
- les services assimilés (administration de la défense nationale, secrétariat général du gouvernement et haut commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération);
- les institutions publiques sans but lucratif de l'administration publique centrale et locale (établissements publics à caractère administratif);
- les services de l'Etat gérés de manière autonome (*SEGMA*);
- les conseils des régions économiques;
- les conseils des préfectures et provinces;
- les conseils des communes urbaines et communautés urbaines;
- les conseils des communes rurales;
- les syndicats de communes.

Les tableaux A, B et C retracent les unités enquêtées par catégorie d'administration et par région.

TABLEAU A : UNITES ENQUETEES PAR CATEGORIE D'ADMINISTRATIONS EN 1998

	<i>Ministères, services assimilés et institutions</i>	<i>Collectivités locales (1)</i>	<i>Institutions publiques sans but lucratif</i>		<i>Total</i>
			<i>EPA</i>	<i>SEGMA</i>	
Départements ministériels et institutions	44	-	-	-	44
Etablissements publics administratifs (EPA)	-	-	362	-	362
SEGMA	-	-	-	140	140
Conseils des régions économiques	-	16	-	-	16
Conseils des préfectures et provinces	-	67	-	-	67
Communautés urbaines	-	14	-	-	14
Communes urbaines	-	249	-	-	249
Communes rurales	-	1295	-	-	1295
Syndicats de communes	-	55	-	-	55

<i>Ensemble</i>	44	1696	362	140	2242
-----------------	-----------	-------------	------------	------------	-------------

(1) y compris les syndicats de communes.

TABLEAU B : REPARTITION DES UNITES ENQUETEES PAR REGION EN 1998

<i>Régions</i>	<i>Ministères, services assimilés et institutions</i>	<i>Collectivités locales (1)</i>	<i>Institutions publiques sans but lucratif</i>		<i>Total</i>
			<i>EPA</i>	<i>SEGMA</i>	
Oued Ed-Dahab - Laâyoune	-	32	10	3	45
Guelmim - Es Semara	-	65	10	3	78
Souss-Massa - Draâ	-	260	23	10	293
Rabat - Salé - Zemmour - Zaers	44	68	61	41	214
Gharb - Chrarda - Beni Hssen	-	77	11	4	92
Tanger - Tétouan	-	109	31	9	149
Chaouia - Ouardigha	-	139	20	7	166
Tadla - Azilal	-	87	19	2	108
Grand Casablanca	-	51	33	18	102
Doukkala - Abda	-	95	18	5	118
Marrakech - Tensift-Alhaouz	-	227	29	8	264
Oriental	-	124	25	8	157
Meknes - Tafilalet	-	147	30	8	185

Fès - Boulemane	-	72	23	10	105
Taza - Al Hoceima - Taounate	-	143	19	4	166
Total	44	1696	362	140	2242

(1) Y compris les syndicats de communes

TABLEAU C : REPARTITION DES UNITES ENQUETEES RELEVANT DES COLLECTIVITES LOCALES

Régions	Conseils des régions	Conseils des Provinces et préfectures	Communautés urbaines	Communes urbaines	Communes rurales	Syndicats de communes	Total
Oued Ed-Dahab- Laâyoune	2	3	-	6	21	-	32
Guelmim- Es Semara	1	5	-	11	48	-	65
Souss-Massa-Draâ	1	6	1	27	212	13	260
Rabat-Salé- Zemmour-Zaers	1	4	3	17	40	3	68
Gharb-Chrarda- Beni Hssen	1	2	1	12	61	-	77
Tanger-Tétouan	1	5	2	13	87	1	109
Chaouia- Ouardigha	1	3	-	15	106	14	139
Tadla-Azilal	1	2	-	9	73	2	87
Grand Casablanca	1	8	1	29	6	6	51
Doukkala-Abda	1	2	1	12	77	2	95
Marrakech - Tensift-Alhaouz	1	7	1	18	198	2	227
Oriental	1	6	1	25	90	1	124
Meknes-Tafilalet	1	6	1	25	110	4	147

Fès-Boulemane	1	5	1	15	48	2	72
Taza-Al Hoceïma-Taounate	1	3	1	15	118	5	143
Total	16	67	14	249	1295	55	1696

3. Support de l'enquête

Trois types de questionnaires ont été réservés à l'enquête. Le premier concerne les départements ministériels, les institutions et les services similaires (Questionnaire Etat). Le second se rapporte aux établissements publics à caractère administratif y compris les régimes de sécurité sociale et les services d'Etat gérés de manière autonome (Questionnaire Etablissement public et SEGMA). Le dernier est relatif aux conseils, communes et communautés (Questionnaire collectivités locales).

Chaque questionnaire se compose des principaux volets suivants:

- identification de l'entité administrative;
- acquisitions des immobilisations ;
- immobilisations réalisées pour compte propre (travaux en régie ou travaux faits par l'entité administrative pour elle-même);
- transferts en capital et concessions;
- situation patrimoniale et consommation de capital fixe;
- ventilation fonctionnelle des immobilisations;
- financement des investissements.

4. Mode d'administration du questionnaire

L'autorité compétente de l'entité administrative a collaboré dans la réalisation de l'opération malgré les difficultés importantes de se conformer aux principes de base retenus par l'enquête. A cet égard, ils ont manifesté leur volonté de voir cette opération se répéter dans le temps et ont donné de l'importance aux informations demandées. Les responsables des unités enquêtées souhaitent s'organiser comptablement afin de pouvoir connaître et de suivre leur situation patrimoniale.

Vu la nature du champ de l'enquête et du caractère spécifique des données à recueillir, les questionnaires avec instructions ont été adressés préalablement à toutes les unités ou les services compétents. Ces derniers ont été chargés de les remplir. Les enquêteurs du Ministère de la Prévision Economique et du Plan se sont présentés auprès des entités administratives pour compléter les questionnaires partiellement remplis et les récupérer.

III- PRESENTATION DES RESULTATS

L'objet du présent chapitre est de fournir une vue d'ensemble sur les résultats globaux de l'enquête sur l'investissement des Administrations Publiques pour l'année 1998. Les tableaux commentés ci-après présentent les résultats de l'enquête au niveau national pour les trois groupements d'entités composant le secteur des Administrations Publiques. Les informations détaillées peuvent être consultées en annexe de ce rapport.

1 - Les acquisitions d'actifs non financiers

Elles correspondent à la somme des valeurs des immobilisations, acquises en 1998, augmentées des dépenses affectées aux études et recherches. Au cours de cet exercice, le montant global des acquisitions nettes de cessions réalisées par le secteur des Administrations Publiques a atteint presque 10 milliards de DH (tableau 1). Ce qui représente environ 13% de la formation brute de capital au niveau national.

Ainsi, les investissements en matière de bâtiment représentent globalement 23% des réalisations, soit 2,3 milliards de DH. L'Etat (ministères, institutions,...) et les collectivités locales sont les principaux intervenants dans ce domaine qui absorbe environ le quart de leurs acquisitions. Leurs contributions sont respectivement de l'ordre de 25 % et 26 %

Le matériel constitue le principal des acquisitions pour l'Etat et les EPA, et pour les SEGMA ; il représente respectivement 36% et 41%, et est composé essentiellement de matériel informatique, de matériel de transport et de mobilier et matériel de bureau.

Pour l'ensemble du secteur, les ouvrages d'infrastructures et le matériel représentent les domaines prioritaires et prépondérants accaparant la majorité des acquisitions. Chacun de ces deux domaines a bénéficié environ du tiers des investissements.

Tableau 1 : Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par type d'immobilisations et par groupements d'administrations

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Ministères, institutions,...</i>	<i>EPA et SEGMA</i>	<i>Collectivités locales (1)</i>	<i>Ensemble</i>
Terrains	35	16	21	72
Bâtiments	1337	239	700	2276
Ouvrages d'infrastructures	1369	751	1320	3440
Matériel	1911	814	561	3286
Autres immobilisations corporelles (*)	447	27	27	501
<i>S/Total</i>	5099	1847	2629	9575
Immobilisations incorporelles	208	135	40	383
<i>Total</i>	5307	1982	2669	9958

(*) inclut les plantations, le cheptel, les études liées à la réalisation des immobilisations corporelles.

(1) Y compris les syndicats de communes.

La structure des acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par type d'immobilisations et par groupement d'Administrations fait apparaître que l'Etat (ministères et institutions) en a réalisé plus de la moitié, soit 5,3 milliards de DH. Les collectivités locales ont contribué pour presque 27% et les EPA et SEGMA ont réalisé environ 20% (tableaux 1-1 et 1-2).

En ce qui concerne les collectivités locales, le matériel occupe la 3ème place et représente 21% de leurs acquisitions. En fait, les collectivités investissent plutôt dans les ouvrages d'infrastructures qui accumulent près de 50% de leur dépenses d'équipement, notamment dans la construction des voies, les canalisations et les réseaux d'eau et d'électricité.

Tableau 1-1 : Structure par type d'immobilisations

Types d'immobilisations	en %			
	Ministères, institutions,...	EPA & SEGMA	Collectivités locales (1)	Ensemble
Terrains	0,7	0,8	0,8	0,7
Bâtiments	25,2	12,1	26,2	22,9
Ouvrages d'infrastructures	25,8	37,9	49,5	34,5
Matériel	36,0	41,1	21,0	33,0
Autres immobilisations corporelles	8,4	1,4	1,0	5,0
S/Total	96,1	93,2	98,5	96,2
Immobilisations incorporelles	3,9	6,8	1,5	3,8
Total	100	100	100	100

(1) Y compris les syndicats de communes

Tableau 1-2 : Structure par groupement d'Administrations

Types d'immobilisations	en %			
	Ministères, institutions,...	EPA & SEGMA	Collectivités locales (1)	Ensemble
Terrains	48,6	22,2	29,2	100
Bâtiments	58,7	10,5	30,8	100
Ouvrages d'infrastructures	39,9	21,7	38,5	100
Matériel	58,2	24,7	17,1	100
Autres immobilisations corporelles	89,2	5,4	5,4	100
S/Total	53,3	19,2	27,5	100
Immobilisations incorporelles	54,3	35,2	10,4	100
Total	53,3	19,8	26,8	100

(1) Y compris les syndicats de communes

De leur côté et au terme de l'année 1998, les acquisitions d'actifs non financiers par les collectivités locales s'établissent à 2,7 milliards de DH. Elles se caractérisent par la prédominance des investissements des communes urbaines, soit 48 % du total des immobilisations réalisées.

En outre, le tableau 2 montre que la structure des investissements par type de collectivités locales relève des divergences peu significatives entre les différentes catégories d'immobilisations. Ainsi, le poids des acquisitions en ouvrages d'infrastructures occupe la première place en se situant aux alentours de 50 %.

Tableau 2 : Acquisitions d'actifs non financiers selon le type de collectivités

Catégories d'immobilisations (1)	Communes urbaines		Communes rurales		Autres collectivités (2)		Ensemble	
	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%
Terrains	56	4,2	7	1,0	10	1,4	73	2,7
Bâtiments	296	22,4	194	26,9	229	32,6	719	26,2
Ouvrages d'infrastructures	664	50,2	398	55,2	261	37,2	1323	48,2
Matériel	281	21,2	107	14,8	176	25,1	564	20,5
Autres	8	0,6	11	1,5	8	1,1	27	1,0
S/Total	1305	98,6	717	99,4	684	97,4	2706	98,5
Immobilisations incorporelles	18	4,4	4	0,6	18	2,6	40	1,5
Total	1323	100	721	100	702	100	2746	100

(1) non compris les cessions dont le montant est de 77 millions de DH.

(2) Inclut les conseils des régions, des provinces et préfectures, des communautés urbaines et des syndicats de communes.

Les tableaux 3, 4 et 5 retracent les principales composantes des catégories d'immobilisations présentées ci-haut. Il s'agit des bâtiments, des ouvrages d'infrastructures et du matériel.

Il ressort du tableau 3 que les bâtiments à usage administratif constituent les acquisitions principales du secteur avec 68 % des dépenses dans ce domaine, suivis des bâtiments scolaires et d'enseignement avec 14 %.

Tableau 3 : Acquisitions en bâtiments (n.c. les logements)

Catégorie de bâtiments	Etat		EPA & SEGMA		Collectivités locales (1)		Ensemble	
	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%
Bâtiments administratifs	1024	82	150	62	258	41	1432	68
Bâtiments scolaires et d'enseignement	142	11	43	18	111	18	296	14
Bâtiments sanitaires	40	3	14	6	13	2	67	3
Autres bâtiments	49	4	35	14	241	39	325	15
Total	1255	100	242	100	623	100	2120	100

(1) Y compris les syndicats de communes

Dans le domaine des ouvrages d'infrastructures (tableau 4 et annexe 20), la disparité entre les intervenants est significative. Ainsi, l'essentiel des dépenses d'équipement de l'Etat est destiné aux grands ouvrages tels que : barrages, ports, digues, centrales hydroélectriques... qui représentent 70% de ses acquisitions. Pour les EPA (notamment les ORMVA, les chambres d'agriculture...) ces ouvrages avec les réseaux d'irrigation s'acquièrent 93% de leurs dépenses d'investissement.

Quant aux collectivités locales, elles participent plutôt dans la construction de voies, de pistes et de réseaux d'eau et d'électricité qui ont bénéficié de 68% de leurs dépenses en infrastructures.

Tableau 4 : Acquisitions des ouvrages d'infrastructures

Catégorie d'ouvrages	Etat		EPA & SEGMA		Collectivités locales (1)		Ensemble	
	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%
Barrages, digues,...	957	70	490	53	15	1	1462	40
Voies	94	7	46	5	594	45	734	20
Réseaux d'irrigation	82	6	373	40	7	1	462	13
Réseaux d'eau, d'électricité	1	0	4	0	307	23	312	9
Autres ouvrages	235	17	14	2	400	30	650	18
Total	1370	100	927	100	1323	100	3620	100

(1) Y compris les syndicats de communes

En ce qui concerne les acquisitions en matériel (tableau 5), elles constituent aussi une part importante de la formation brute de capital (*FBC*) du secteur des Administrations Publiques.

Pour l'Etat, le matériel informatique absorbe 39% des dépenses en matériel, alors que pour les collectivités locales ce type de matériel ne représente que 5%, ce qui signifie que ces dernières s'équipent insuffisamment en ce type de matériel par rapport aux autres entités administratives, notamment en milieu rural. Par contre, le matériel de transport reflète le souci principal des collectivités locales avec 58% de leur dépenses en matériel.

Le matériel technique représente 36% de l'ensemble des acquisitions du secteur. Pour l'Etat, les EPA et les SEGMA, 80% de la valeur de ces acquisitions consiste en matériel d'enseignement, médical, de laboratoire et des équipements en moyens de communications. Tandis que pour les collectivités locales, 80% de leurs dépenses en matériel technique sont destinées aux acquisitions en machines pour travaux publics et bâtiments, et en matériel électrique et de pavoiement (annexes2, 6 et 9).

Tableau 5 : Acquisitions en matériel

Catégorie de Matériel	Etat		EPA & SEGMA		Collectivités locales (1)		Ensemble	
	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%
Matériel de transports	332	17	64	8	326	58	722	22
Mobilier et matériel de bureau	221	12	122	15	84	15	427	13
Matériel informatique	755	39	196	23	27	5	978	29
Matériel technique	608	32	449	54	127	22	1184	36
Total	1916	100	831	100	564	100	3311	100

(1) Y compris les syndicats de communes

2- Formation brute de capital fixe (FBCF)

Les données présentées dans le tableau 1 permettent la détermination de la *FBCF*. Celle-ci correspond à la somme des valeurs des immobilisations corporelles et incorporelles acquises au titre de l'année 1998, déduction faite des achats de terrains et des dépenses en recherches et développement non affectées aux mines et énergie.

Au terme de cette année, la *FBCF* réalisée par le secteur des Administrations Publiques a été de 9,6 milliards de DH. Ce qui représente 12,7% de la *FBCF* nationale (tableau 6). L'Etat (ministères et institutions) y a contribué pour plus de la moitié, soit 53% et les collectivités locales à hauteur de 27,4%. Quant à la part des EPA et SEGMA, elle a été de 19,5%. Les constructions, constituées essentiellement des bâtiments administratifs et des ouvrages d'infrastructure, s'accaparent la majorité de la *FBCF* du secteur, soit environ 60% ; contre respectivement 34% pour le matériel et 6% en autres *FBCF*(plantations, logiciels...)

Tableau 6 : Formation brute du capital fixe (FBCF)

en millions de DH

Groupement d'Administrations	Constructions	Matériel	Autres FBCF	Total	En %
Ministères et institutions	2706	1911	481	5098	53,1
EPA et SEGMA	990	814	64	1868	19,5
Collectivités locales (1)	2020	561	53	2634	27,4
Ensemble	5716	3286	598	9600	100

(1) Y compris les syndicats de communes

Tableau 6-1 : Structure de la FBCF

en %

Groupement d'Administrations	Constructions	Matériel	Autres FBCF	Total
Ministères et institutions	53,2	37,6	9,2	100
EPA et SEGMA	53,0	43,6	3,4	100
Collectivités locales (1)	76,7	21,3	2,0	100
Ensemble	59,6	34,3	6,1	100

(1) Y compris les syndicats de communes

3- La répartition fonctionnelle des investissements

La lecture des données du tableau 7 permet de faire les observations suivantes :

- le poids important des acquisitions d'actifs non financiers par les pouvoirs publics et les services généraux. Ceux-ci représentent plus de 31 % de l'ensemble des dépenses en investissement du secteur des Administrations Publiques, soit 3,2 milliards de DH;
- les domaines de transports, communications et autres infrastructures représentent près de 26 % des dépenses effectives d'investissement ;
- les investissements dans les domaines de la défense et l'agriculture ont totalisé respectivement 11 % et 10 % ;
- la part de l'enseignement et la formation ne dépasse pas 9 % ;
- les dépenses d'investissement réalisés dans le domaine de la santé représentent environ 4 %.

Tableau 7 : Ventilation par fonction des acquisitions des actifs non financiers (Ensemble du secteur)

en millions de DH

<i>Types de fonctions</i>	<i>Bâtiments</i>	<i>Ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres (1)</i>	<i>Total</i>
Pouvoirs publics et services généraux	1340	92	1288	508	3228
Défense nationale	130	98	872	0	1100
Enseignement et formation	311	5	480	90	886
Culture et activités socio-éducatives	209	60	31	109	409
Santé	92	1	260	7	360
Autres actions sociales	126	101	25	45	297
Agriculture	22	842	93	85	1042
Transports, communications et Autres infrastructures	11	2335	181	139	2666
Autres actions économiques	147	86	82	28	343
<i>S/Total (a)</i>	2388	3620	3312	1011	10331
Cessions des actifs non financiers(b)	112	180	26	55	373
Total (a) - (b)	2276	3440	3286	956	9958

(1) Inclut les terrains, autres immobilisations corporelles et incorporelles

L'examen de la structure par type de fonctions (tableau 7-1) montre qu'en matière du bâtiment 56% des acquisitions répondent aux besoins des pouvoirs publics et services rattachés des entités enquêtées, il s'agit surtout des bâtiments administratifs. L'enseignement et la formation ont bénéficié de 13% des acquisitions.

Les transports, communications et autres infrastructures et l'agriculture concentrent la majorité des acquisitions en infrastructure, soit respectivement 65% et 23%.

En ce qui concerne les investissements en matériel, les pouvoirs publics, l'enseignement et la défense nationale ont totalisé 80% des acquisitions, soit respectivement 39%, 15% et 26%.

Le matériel militaire n'est pas pris en considération comme investissement dans le cadre de cette enquête.

Tableau 7-1 : Structure par type de fonctions

en %

<i>Types de fonctions</i>	<i>Bâtiments</i>	<i>Ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres(1)</i>	<i>Total</i>
Pouvoirs publics et services généraux	56,1	2,5	38,9	50,2	31,2
Défense nationale	5,4	2,7	26,3	0,0	10,6
Enseignement et formation	13,0	0,1	14,5	8,9	8,6
Culture et activités socio-éducatives	8,8	1,7	0,9	10,8	4,0
Santé	3,9	0,0	7,9	0,7	3,5
Autres actions sociales	5,3	2,8	0,8	4,5	2,9
Agriculture	0,9	23,3	2,8	8,4	10,1
Transports, communications et autres infrastructures	0,5	64,5	5,5	13,7	25,8
Autres actions économiques	6,2	2,4	2,5	2,8	3,3
Total	100	100	100	100	100

(1) Inclut les terrains, autres immobilisations corporelles et incorporelles

La ventilation fonctionnelle par type d'immobilisations (tableau 7-2) fait apparaître les constatations suivantes :

- Les investissements réalisés par les pouvoirs publics et les services généraux sont affectés essentiellement aux bâtiments (42 %) et au matériel (40 %) ;
- Les ouvrages d'infrastructures relèvent des domaines de l'agriculture (81 %) et des transports, communications et autres infrastructures (88 %) ;
- Les acquisitions du matériel constituent le premier groupe des investissements réalisés dans les domaines de la défense nationale (79 %), la santé (72 %) et l'enseignement et formation (54 %).

Tableau 7-2 : Structure fonctionnelle par groupe d'immobilisations

en %

<i>Types de fonctions</i>	<i>Bâtiments</i>	<i>Ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres (1)</i>	<i>Total</i>
Pouvoir publics et Services généraux	41,5	2,9	39,9	15,7	100
Défense nationale	11,8	8,9	79,3	0,0	100
Enseignement et formation	35,1	0,6	54,2	10,1	100
Culture et activités socio-éducatives	51,1	14,7	7,6	26,6	100
Santé	25,6	0,3	72,2	1,9	100
Autres actions sociales	42,4	34,0	8,4	15,2	100
Agriculture	2,1	80,8	8,9	8,2	100
Transports, communications et autres infrastructures	0,4	87,6	6,8	5,2	100
Autres actions économiques	42,8	25,1	23,9	8,2	100
Total	23,1	35,0	32,1	9,8	100

(1) Inclut les terrains, autres immobilisations corporelles et incorporelles

4 - Acquisitions d'actifs non financiers et types de budgets affectés

Les différentes acquisitions des immobilisations reviennent de l'exécution des budgets des catégories d'administrations. L'objet est de mettre en relief la contribution de chaque budget à la formation du capital.

Ainsi, il ressort du tableau 8 ci-après que les investissements réalisés sont financés principalement par les budgets d'investissement (ou d'équipement) à raison de 71%, 82% et 94% respectivement pour l'Etat, les EPA, SEGMA et les collectivités locales. Le reste des acquisitions provient des budgets de fonctionnement et des comptes spéciaux.

Tableau 8 : Acquisitions des actifs non financiers par type de budget et par groupement d'Administrations

en millions de DH

<i>Types de budgets des catégories d'Administrations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
<i>Budgets des ministères, services rattachés et institutions dont :</i>	4897	474	6	5377
Investissement	3489	353	5	3847
Fonctionnement	1167	95	1	1263
Comptes spéciaux du Trésor	172	26	0	198
Dons en nature	69	0	0	69
<i>Budgets des EPA et SEGMA dont :</i>	1914	284	10	2208
Equipement	1685	113	7	1805
Fonctionnement	128	171	3	302
Dons en nature	101	0	0	101
<i>Budgets des collectivités locales dont :</i>	2386	326	34	2746
Dépenses	2236	323	34	2539
Comptes spéciaux	121	2	0	123
Budgets annexes	11	1	0	12
Dons en nature	18	0	0	18
<i>S/Total (c)</i>	9197	1084	50	10331
Cessions des actifs non financiers (d)	373	-	-	373
<i>Total (c) - (d)</i>	8824	1084	50	9958

Tableau 8-1 : Structure par type de budget

				<i>en %</i>
<i>Types de budgets des catégories d'administrations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
<i>Budgets des ministères, services rattachés et institutions dont :</i>	91,1	8,8	0,1	100
Investissement	90,7	9,2	0,1	100
Fonctionnement	92,4	7,5	0,1	100
Comptes spéciaux du Trésor	86,9	13,1	0,0	100
Dons en nature	100,0	0,0	0,0	100
<i>Budgets des EPA et SEGMA dont :</i>	86,7	12,9	0,4	100
Equipement	93,4	6,3	0,3	100
Fonctionnement	42,4	56,6	1,0	100
Dons en nature	100,0	0,0	0,0	100
<i>Budgets des collectivités locales (1) dont :</i>	86,9	11,9	1,2	100
Dépenses	86,2	12,5	1,3	100
Comptes spéciaux	98,4	1,6	0,0	100
Budgets annexes	91,7	8,3	0,0	100
Dons en nature	100,0	0,0	0,0	100
<i>Total</i>	89,0	10,5	0,5	100

(1) Y compris les syndicats de communes

Tableau 8-2 : Structure par groupement d'Administrations

en %

<i>Types de budgets des catégories d'administrations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
<i>Budgets des ministères, services rattachés et institutions dont :</i>	100	100	100	100
<i>Investissement</i>	71,3	74,4	83,3	71,5
<i>Fonctionnement</i>	23,8	20,1	16,7	23,5
<i>Comptes spéciaux du Trésor</i>	3,5	5,5	0,0	3,7
<i>Dons en nature</i>	1,4	0,0	0,0	1,3
<i>Budgets des EPA et SEGMA dont :</i>	100	100	100	100
<i>Équipement</i>	88,0	39,8	66,7	81,7
<i>Fonctionnement</i>	6,7	60,2	33,3	13,7
<i>Dons en nature</i>	5,3	0,0	0,0	4,6
<i>Budgets des collectivités locales (1) dont :</i>	100	100	100	100
<i>Dépenses</i>	93,7	99,1	100,0	94,4
<i>Comptes spéciaux</i>	5,1	0,6	0,0	4,5
<i>Budgets annexes</i>	0,5	0,3	0,0	0,4
<i>Dons en nature</i>	0,7	0,0	0,0	0,7

(1) Y compris les syndicats de communes

5- Financement des investissements

Il convient de signaler que le financement des investissements de l'Etat (ministères et institutions) n'a pas été retenu dans le cadre de cette enquête. Toutefois, il a été jugé nécessaire d'appréhender le financement des investissements des collectivités locales et des EPA et SEGMA.

Partant du montant global du financement des investissements des collectivités locales, qui ont atteint 2,7 milliards de DH en 1998, la répartition par source de financement (tableau 9) montre que l'autofinancement (excédents) vient en tête avec une part de 65 % du total, suivi des emprunts du Fonds d'Équipement Communal (FEC) avec 19 % et des transferts de TVA (dotations d'équipement) avec 11 %.

La répartition des sources de financement indique, par ailleurs, que les produits de la TVA affectés aux collectivités locales occupent la première place. Toutefois, ils restent en deçà de ceux qui leur reviennent (5,4 milliards de DH). Ceci témoigne de l'utilisation de ce type de financement dans les opérations courantes. Par conséquent, toute comparaison entre le montant de la TVA octroyé aux collectivités locales et leurs sources de financement ne pourrait être significative.

Tableau 9 : Financement des investissements des collectivités locales (1)

<i>Sources de financement</i>	<i>En millions DH</i>	<i>En %</i>
Excédents(2)	1733	64,9
TVA	304	11,4
Cessions et réductions d'immobilisations	4	0,1
Subventions d'équipement	31	1,2
Fonds de concours	30	1,2
Dons	38	1,4
Emprunts auprès du FEC dont :	508	19,0
<i>A long terme</i>	364	13,6
<i>A moyen terme</i>	134	5,0
<i>A court terme</i>	10	0,4
Emprunts intérieurs auprès des autres établissements dont :	9	0,3
<i>A long terme</i>	9	0,3
Autres dettes	12	0,5
Total	2669	100

(1) Y compris les syndicats de communes

(2) il s'agit essentiellement de l'excédent des recettes de l'année précédente et de l'excédent, des recettes de la première partie, relatif au fonctionnement.

Concernant les *EPA* et les *SEGMA*, le financement de leurs investissements se compose principalement des subventions d'équipement accordées par l'Etat. Elles se chiffrent en 1998 à un peu moins d'un milliard de DH, soit 47 % du total (tableau 10).

L'autofinancement de ces entités est intervenu dans le financement des investissements pour un montant de 364 millions de DH, correspondant à une part de l'ordre de 18 %.

S'agissant de la contribution des emprunts à ce financement, elle s'est limitée à 9%.

Tableau 10 : Financement des investissements des EPA et SEGMA

<i>Sources de financement</i>	<i>En millions de DH</i>	<i>en %</i>
Autofinancement (excédent)	364	18,4
Dotations en capital	208	10,5
Subventions d'équipement	934	47,1
Participation de tiers à des travaux d'investissement	42	2,1
Dons	169	8,5
Emprunt auprès des établissements de crédit dont :	179	9,0
<i>A long terme</i>	173	8,7
<i>A moyen terme</i>	6	0,3
Autres dettes	86	4,3
Total	1982	100

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

		Page s
ANNEXE 1	<i>Acquisitions d'actifs non financiers par type d'immobilisations (ensemble du secteur)</i>	32
ANNEXE 2	<i>Acquisitions d'actifs non financiers (Ministères et institutions rattachées)</i>	33
ANNEXE 3	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des ministères et institutions (budget d'investissement)</i>	34
ANNEXE 4	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des ministères et institutions (budget de fonctionnement)</i>	35
ANNEXE 5	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des ministères et institutions (comptes spéciaux)</i>	36
ANNEXE 6	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des EPA et SEGMA</i>	37
ANNEXE 7	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des EPA et SEGMA (budget d'investissement)</i>	38
ANNEXE 8	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des EPA et SEGMA (budget de fonctionnement)</i>	39
ANNEXE 9	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des collectivités locales</i>	40
ANNEXE 10	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des collectivités locales (budget d'équipement)</i>	41
ANNEXE 11	<i>Acquisitions d'actifs non financiers des collectivités locales (comptes spéciaux et budgets annexes)</i>	42
ANNEXE 12	<i>Ventilation par fonction des acquisitions d'actifs non financiers pour l'ensemble du secteur</i>	42
ANNEXE 13	<i>Ventilation par fonction des acquisitions d'actifs non financiers des ministères et institutions</i>	43
ANNEXE 14	<i>Ventilation par fonction des acquisitions d'actifs non financiers des EPA et SEGMA.</i>	43
ANNEXE 15	<i>Ventilation par fonction des acquisitions d'actifs non financiers des collectivités locales</i>	44
ANNEXE 16	<i>Ventilation des acquisitions en bâtiments (ensemble du secteur).</i>	44
ANNEXE 17	<i>Ventilation des acquisitions en bâtiments des ministères et institutions.</i>	45
ANNEXE 18	<i>Ventilation des acquisitions en bâtiments des EPA et SEGMA.</i>	45
ANNEXE 19	<i>Ventilation des acquisitions en bâtiments des collectivités locales</i>	45
ANNEXE 20	<i>Ventilation des acquisitions en ouvrages d'infrastructures (ensemble du secteur).</i>	46
ANNEXE 21	<i>Ventilation des acquisitions en ouvrages d'infrastructures des ministères et institutions</i>	46
ANNEXE 22	<i>Ventilation des acquisitions en ouvrages d'infrastructures des EPA et SEGMA</i>	47
ANNEXE 23	<i>Ventilation des acquisitions en ouvrages d'infrastructures des collectivités locales.</i>	47
ANNEXE 24	<i>Acquisitions des actifs non financiers des collectivités locales par régions et type d'immobilisations</i>	49
ANNEXE 25	<i>Acquisitions des actifs non financiers des communes urbaines par régions et type d'immobilisations</i>	50
ANNEXE 26	<i>Acquisitions des actifs non financiers des communes rurales par régions et type d'immobilisations</i>	51

**ANNEXE 1 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS PAR TYPE D'IMMOBILISATIONS
(ENSEMBLE DU SECTEUR)**

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Dons en nature</i>	<i>Cessions</i>	<i>Total net des cessions</i>
<u>Immobilisations corporelles</u>	8626	1084	50	188	373	9575
Terrains	124	0	0	0	52	72
Constructions	5104	804	35	65	292	5716
Logements	189	25	0	1	20	195
Autres bâtiments	1686	426	8	53	92	2081
Ouvrages d'infrastructures	3229	353	27	11	180	3440
Matériel de transport	656	42	3	21	24	698
Véhicules utilitaires	535	38	3	17	11	582
Véhicules de tourisme	41	3	0	0	4	40
Matériel naval	7	0	0	0	0	7
Matériel aérien.	5	0	0	0	0	5
Autres	68	1	0	4	9	64
Mobilier et matériel de bureau	379	48	0	0	0	427
Mobilier de bureau	286	41	0	0	0	327
Matériel de bureau	57	2	0	0	0	59
Mobilier et matériel de bureau non ventilé	36	5	0	0	0	41
Matériel informatique	859	113	0	6	0	978
Matériel technique	991	69	6	94	1	1159
Matériel agricole	21	3	0	0	1	23
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	63	22	4	0	0	89
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	263	1	0	83	0	347
Machines pour l'imprimerie	19	0	0	0	0	19
Équipement radio, télévision, communication	284	2	0	1	0	287
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	185	24	0	3	0	212
Autres matériels de précision	40	11	0	3	0	54
Matériel et appareils électriques n.c.a	116	6	2	4	0	128
Autres immobilisations corporelles	513	8	6	2	4	525
Pavoisement	22	2	0	0	0	24
Cheptel	1	0	0	1	2	0
Plantations d'arbres	29	5	4	0	0	38
Autres	461	1	2	1	2	463
<u>Immobilisations incorporelles</u>	383	0	0	0	0	383
Recherche et développement	296	0	0	0	0	296
Logiciels	28	0	0	0	0	28
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	4	0	0	0	0	4
Autres	55	0	0	0	0	55
Total	9009	1084	50	188	373	9958

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 2 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS (MINISTERES ET INSTITUTIONS)

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Dons en nature</i>	<i>Cessions</i>	<i>Total net des cessions</i>
<i>Immobilisations corporelles</i>	4620	474	6	69	70	5099
Terrains	35	0	0	0	0	35
Constructions	2352	364	2	52	64	2706
Logements	85	8	0	0	2	91
Autres bâtiments	1020	235	0	52	61	1246
Ouvrages d'infrastructures	1247	121	2	0	1	1369
Matériel de transport	303	18	0	11	5	327
Véhicules utilitaires	279	17	0	11	2	305
Véhicules de tourisme	17	1	0	0	3	15
Matériel naval	1	0	0	0	0	1
Autres	6	0	0	0	0	6
Mobilier et matériel de bureau	214	7	0	0	0	221
Mobilier de bureau	168	2	0	0	0	170
Matériel de bureau	10	0	0	0	0	10
Mobilier et matériel de bureau non ventilé	36	5	0	0	0	41
Matériel informatique	719	36	0	0	0	755
Matériel technique	555	47	0	6	0	608
Matériel agricole	4	3	0	0	0	7
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	33	15	0	0	0	48
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	64	0	0	0	0	64
Équipement radio, télévision, communication...	233	0	0	1	0	234
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	152	19	0	2	0	173
Autres matériels de précision	24	10	0	0	0	34
Matériel et appareils électriques n.c.a	45	0	0	3	0	48
Autres immobilisations corporelles.	442	2	4	0	1	447
Cheptel	1	0	0	0	0	1
Plantations d'arbres	13	2	3	0	0	18
Autres	428	0	1	0	1	428
<i>Immobilisations incorporelles</i>	208	0	0	0	0	208
Recherche et développement	184	0	0	0	0	184
Logiciels	21	0	0	0	0	21
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	1	0	0	0	0	1
Autres	2	0	0	0	0	2
Total	4828	474	6	69	70	5307

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 3 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS
(BUDGET D'INVESTISSEMENT)**

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
<i>Immobilisations corporelles</i>	3283	353	5	3641
Terrains	35	0	0	35
Constructions	1954	288	2	2244
Logements	84	6	0	90
Autres bâtiments	732	162	0	894
Ouvrages d'infrastructures	1138	120	2	1260
Matériel de transport	193	7	0	200
Véhicules utilitaires	169	6	0	175
Véhicules de tourisme	17	1	0	18
Matériel naval	1	0	0	1
Autres	6	0	0	6
Mobilier et matériel de bureau	163	2	0	165
Mobilier de bureau	153	2	0	155
Matériel de bureau	10	0	0	10
Matériel informatique	388	7	0	395
Matériel technique	384	47	0	431
Matériel agricole	2	3	0	5
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	25	15	0	40
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	64	0	0	64
Équipement radio, télévision, communication...	94	0	0	94
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	144	19	0	163
Autres matériels de précision	16	10	0	26
Matériel et appareils électriques n.c.a	39	0	0	39
Autres immobilisations corporelles	166	2	3	171
Cheptel	1	0	0	1
Plantations d'arbres	9	2	2	13
Autres	156	0	1	157
<i>Immobilisations incorporelles</i>	206	0	0	206
Recherche et développement	183	0	0	183
Logiciels	20	0	0	20
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	1	0	0	1
Autres	2	0	0	2
Total	3489	353	5	3847

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 4 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS
(BUDGET DE FONCTIONNEMENT)**

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
<u>Immobilisations corporelles</u>	1165	95	1	1261
Constructions	300	52	0	352
Logements	0	2	0	2
Autres bâtiments	202	50	0	252
Ouvrages d'infrastructures	98	0	0	98
Matériel de transport	70	9	0	79
Véhicules utilitaires	70	9	0	79
Mobilier et matériel de bureau	36	5	0	41
Matériel informatique	326	29	0	355
Matériel technique	162	0	0	162
Matériel agricole	1	0	0	1
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	8	0	0	8
Équipement radio, télévision, communication...	138	0	0	138
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	2	0	0	2
Autres matériels de précision	7	0	0	7
Matériel et appareils électriques n.c.a	6	0	0	6
Autres immobilisations corporelles	271	0	1	272
Plantations d'arbres	0	0	1	1
Autres	271	0	0	271
<u>Immobilisations incorporelles</u>	2	0	0	2
Recherche et développement	1	0	0	1
Logiciels	1	0	0	1
Total	1167	95	1	1263

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 5 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS
(COMPTES SPECIAUX)**

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Total</i>
<i>Immobilisations corporelles</i>	172	26	198
Constructions	98	24	122
Logements	1	0	1
Autres bâtiments	86	23	109
Ouvrages d'infrastructures	11	1	12
Matériel de transport	40	2	42
Véhicules utilitaires	40	2	42
Mobilier et matériel de bureau	15	0	15
Matériel informatique	5	0	5
Matériel technique	9	0	9
Matériel agricole	1	0	1
Équipement radio, télévision, communication...	1	0	1
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	6	0	6
Autres matériels de précision	1	0	1
Autres immobilisations corporelles	5	0	5
Plantations d'arbres	4	0	4
Autres	1	0	1
Total	172	26	198

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 6 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES EPA ET SEGMA

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Dons en nature</i>	<i>Cessions</i>	<i>Total net des cessions</i>
<i>Immobilisations corporelles</i>	1678	284	10	101	226	1847
Terrains	16	0	0	0	0	16
Constructions	1045	145	5	1	206	990
Logements	19	7	0	0	0	26
Autres bâtiments	127	114	1	1	30	213
Ouvrages d'infrastructures	899	24	4	0	176	751
Matériel de transport	54	5	0	5	16	48
Véhicules utilitaires	32	5	0	1	9	29
Véhicules de tourisme	7	0	0	0	1	6
Matériel naval	5	0	0	0	0	5
Matériel aérien.	5	0	0	0	0	5
Autres	5	0	0	4	6	3
Mobilier et matériel de bureau	82	40	0	0	0	122
Mobilier de bureau	57	38	0	0	0	95
Matériel de bureau	25	2	0	0	0	27
Matériel informatique	113	77	0	6	0	196
Matériel technique	341	16	4	88	1	448
Matériel agricole	10	0	0	0	1	9
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	8	7	4	0	0	19
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	196	1	0	83	0	280
Machines pour l'imprimerie	18	0	0	0	0	18
Équipement radio, télévision, communication...	43	1	0	0	0	44
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	32	5	0	1	0	38
Autres matériels de précision	13	0	0	3	0	16
Matériel et appareils électriques n.c.a	21	2	0	1	0	24
Autres immobilisations corporelles	27	1	1	1	3	27
Cheptel	0	0	0	1	2	-1
Plantations d'arbres	1	0	0	0	0	1
Autres	26	1	1	0	1	27
<i>Immobilisations incorporelles</i>	135	0	0	0	0	135
Recherche et développement	98	0	0	0	0	98
Logiciels	5	0	0	0	0	5
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	2	0	0	0	0	2
Autres	30	0	0	0	0	30
Total	1813	284	10	101	226	1982

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 7 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES EPA ET SEGMA AU TITRE
DU BUDGET D'INVESTISSEMENT**

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
<u>Immobilisations corporelles</u>	1556	113	7	1676
Terrains	16	0	0	16
Constructions	1039	104	4	1147
Logements	19	6	0	25
Autres bâtiments	122	76	0	198
Ouvrages d'infrastructures	898	22	4	924
Matériel de transport	41	2	0	43
Véhicules utilitaires	23	2	0	25
Véhicules de tourisme	6	0	0	6
Matériel naval	5	0	0	5
Matériel aérien.	5	0	0	5
Autres	2	0	0	2
Mobilier et matériel de bureau	62	1	0	63
Mobilier de bureau	43	0	0	43
Matériel de bureau	19	1	0	20
Matériel informatique	91	0	0	91
Matériel technique	290	6	2	298
Matériel agricole	9	0	0	9
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	7	1	2	10
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	182	0	0	182
Machines pour l'imprimerie	17	0	0	17
Equipement radio, télévision, communication...	33	1	0	34
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	15	4	0	19
Autres matériels de précision	10	0	0	10
Matériel et appareils électriques n.c.a	17	0	0	17
Autres immobilisations corporelles	17	0	1	18
Plantations d'arbres	1	0	0	1
Autres	16	0	1	17
<u>Immobilisations incorporelles</u>	129	0	0	129
Recherche et développement	95	0	0	95
Logiciels	4	0	0	4
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	1	0	0	1
Autres	29	0	0	29
Total	1685	113	7	1805

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 8 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES EPA ET SEGMA AU TITRE
DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT**

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
<u>Immobilisations corporelles</u>	122	171	3	296
Terrains	0	0	0	0
Constructions	6	41	1	48
Logements	0	1	0	1
Autres bâtiments	5	38	1	44
Ouvrages d'infrastructures	1	2	0	3
Matériel de transport	13	3	0	16
Véhicules utilitaires	9	3	0	12
Véhicules de tourisme	1	0	0	1
Autres	3	0	0	3
Mobilier et matériel de bureau	20	39	0	59
Mobilier de bureau	14	38	0	52
Matériel de bureau	6	1	0	7
Matériel informatique	22	77	0	99
Matériel technique	51	10	2	63
Matériel agricole	1	0	0	1
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	1	6	2	9
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	14	1	0	15
Machines pour l'imprimerie	1	0	0	1
Equipement radio, télévision, communication...	10	0	0	10
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	17	1	0	18
Autres matériels de précision	3	0	0	3
Matériel et appareils électriques n.c.a	4	2	0	6
Autres immobilisations corporelles	10	1	0	11
Autres	10	1	0	11
<u>Immobilisations incorporelles</u>	6	0	0	6
Recherche et développement	3	0	0	3
Logiciels	1	0	0	1
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	1	0	0	1
Autres	1	0	0	1
Total	128	171	3	302

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 9 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES (1)

en millions de DH

Types d'immobilisations	Achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Dons en nature	Cessions	Total net des cessions
<u>Immobilisations corporelles</u>	2328	326	34	18	77	2629
Terrains	73	0	0	0	52	21
Constructions	1707	295	28	12	22	2020
Logements	85	10	0	1	18	78
Autres bâtiments	539	77	7	0	1	622
Ouvrages d'infrastructures	1083	208	21	11	3	1320
Matériel de transport	299	19	3	5	3	323
Véhicules utilitaires	224	16	3	5	0	248
Véhicules de tourisme	17	2	0	0	0	19
Matériel naval	1	0	0	0	0	1
Autres	57	1	0	0	3	55
Mobilier et matériel de bureau	83	1	0	0	0	84
Mobilier de bureau	61	1	0	0	0	62
Matériel de bureau	22	0	0	0	0	22
Matériel informatique	27	0	0	0	0	27
Matériel technique	95	6	2	0	0	103
Matériel agricole	7	0	0	0	0	7
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	22	0	0	0	0	22
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	3	0	0	0	0	3
Machines pour l'imprimerie	1	0	0	0	0	1
Équipement radio, télévision, communication...	8	1	0	0	0	9
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	1	0	0	0	0	1
Autres matériels de précision	3	1	0	0	0	4
Matériel et appareils électriques n.c.a	50	4	2	0	0	56
Autres immobilisations corporelles	44	5	1	1	0	51
Plantations d'arbres	15	3	1	0	0	19
Pavoiement	22	2	0	0	0	24
Autres	7	0	0	1	0	8
<u>Immobilisations incorporelles</u>	40	0	0	0	0	40
Recherche et développement	14	0	0	0	0	14
Logiciels	2	0	0	0	0	2
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	1	0	0	0	0	1
Autres	23	0	0	0	0	23
Total	2368	326	34	18	77	2669

(1) Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 10 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES(1)
AU TITRE DU BUDGET D'EQUIPEMENT**

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
<u>Immobilisations corporelles</u>	2202	323	34	2559
Terrains	58	0	0	58
Constructions	1599	292	28	1919
Logements	38	10	0	48
Autres bâtiments	538	75	7	620
Ouvrages d'infrastructures	1023	207	21	1251
Matériel de transport	297	19	3	319
Véhicules utilitaires	223	16	3	242
Véhicules de tourisme	17	2	0	19
Matériel naval	1	0	0	1
Autres	56	1	0	57
Mobilier et matériel de bureau	83	1	0	84
Mobilier de bureau	61	1	0	62
Matériel de bureau	22	0	0	22
Matériel informatique	26	0	0	26
Matériel technique	95	6	2	103
Matériel agricole	7	0	0	7
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	22	0	0	22
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	3	0	0	3
Machines pour l'imprimerie	1	0	0	1
Equipement radio, télévision, communication...	8	1	0	9
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	1	0	0	1
Autres matériels de précision	3	1	0	4
Matériel et appareils électriques n.c.a	50	4	2	56
Autres immobilisations corporelles	44	5	1	50
Plantations d'arbres	15	3	1	19
Pavoisement	22	2	0	24
Autres	7	0	0	7
<u>Immobilisations incorporelles</u>	34	0	0	34
Recherche et développement	14	0	0	14
Logiciels	2	0	0	2
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	1	0	0	1
Autres	17	0	0	17
Total	2236	323	34	2593

(1) Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 11 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES(1)

AU TITRE DES COMPTES SPECIAUX ET BUDGETS ANNEXES

en millions de DH

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Total</i>
<u>Immobilisations corporelles</u>	126	3	129
Terrains	15	0	15
Constructions	108	3	111
Logements	47	0	47
Autres bâtiments	1	2	3
Ouvrages d'infrastructures	60	1	61
Matériel de transport	2	0	2
Véhicules utilitaires	1	0	1
Autres	1	0	1
Matériel informatique	1	0	1
<u>Immobilisations incorporelles</u>	6	0	6
Total	132	3	135

(1) Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 12 : VENTILATION PAR FONCTION DES ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS POUR L'ENSEMBLE DU SECTEUR

en millions de DH

<i>Types de fonctions</i>	<i>Bâtiment</i>	<i>Ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres (1)</i>	<i>Total</i>
Pouvoirs publics et services généraux	1340	92	1287	509	3228
Défense nationale	130	98	872	0	1100
Enseignement et formation	311	5	480	90	886
Culture et activités socio-éducatives	209	60	31	109	409
Santé	92	1	260	7	360
Autres actions sociales	126	101	25	45	297
Agriculture	22	842	93	85	1042
Transports, communications et autres infrastructures	11	2335	181	139	2666
Autres actions économiques	147	86	82	28	343
S/Total (a)	2388	3620	3311	1012	10331
Cessions des actifs non financiers (b)	112	180	25	56	373
TOTAL (a) - (b)	2276	3440	3286	956	9958

(1) Inclus les terrains, les immobilisations corporelles et incorporelles

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 13 : VENTILATION PAR FONCTION D'ACQUISITIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

en millions de DH

<i>Types de fonctions</i>	<i>Bâtiment</i>	<i>Ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres (1)</i>	<i>Total</i>
Pouvoirs publics et services généraux	889	2	648	368	1907
Défense nationale	129	98	872	0	1099
Enseignement et formation	141	0	91	0	232
Culture et activités socio-éducatives	134	4	22	105	265
Santé	40	0	206	4	250
Autres actions sociales	42	44	4	16	106
Agriculture	21	215	72	72	380
Transports, communications et autres infrastructures	2	1007	0	121	1130
Autres actions économiques	2	0	1	5	8
S/Total (a)	1400	1370	1916	691	5377
Cessions des actifs non financiers (b)	63	1	5	1	70
Total (a)-(b)	1337	1369	1911	690	5307

(1) Inclus les terrains, les immobilisations corporelles et incorporelles

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 14 : VENTILATION PAR FONCTION DES ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS
DES EPA ET SEGMA**

en millions de DH

<i>Types de fonctions</i>	<i>Bâtiment</i>	<i>Ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres (1)</i>	<i>Total</i>
Pouvoirs publics et services généraux	131	1	241	69	442
Enseignement et formation	59	3	387	89	538
Culture et activités socio-éducatives	1	0	1	1	3
Santé	37	0	49	3	89
Autres actions sociales	29	1	6	5	41
Agriculture	1	621	18	5	645
Transports, communications et autres infrastructures	3	301	51	4	359
Autres actions économiques	8	0	78	5	91
S/Total (a)	269	927	831	181	2208
Cessions des actifs non financiers (b)	30	176	17	3	226
Total (a)-(b)	239	751	814	178	1982

(1) Inclus les terrains, les immobilisations corporelles et incorporelles

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 15 : VENTILATION PAR FONCTION DES ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS
DES COLLECTIVITES LOCALES(1)**

en millions de DH

<i>Types de fonctions</i>	<i>Bâtiment</i>	<i>Ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres (2)</i>	<i>Total</i>
Pouvoirs publics et services généraux	320	89	398	72	879
Défense nationale	1	0	0	0	1
Enseignement et formation	111	2	2	1	116
Culture et activités socio-éducatives	74	56	8	3	141
Santé	15	1	5	0	21
Autres actions sociales	55	56	15	24	150
Agriculture	0	6	3	8	17
Transports, communications et autres infrastructures	6	1027	130	14	1177
Autres actions économiques	137	86	3	18	244
S/Total (a)	719	1323	564	140	2746
Cessions des actifs non financiers (b)	19	3	3	52	77
Total (a)-(b)	700	1320	561	88	2669

(1) Y compris les syndicats de communes

(2) Inclus les terrains, les immobilisations corporelles et incorporelles

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 16 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN BATIMENTS (ENSEMBLE DU SECTEUR)(1)

en millions de DH

<i>Nature des bâtiments</i>	<i>Ministères et institutions</i>	<i>EPA et SEGMA</i>	<i>Collectivités locales(2)</i>	<i>Total</i>
Bâtiments administratifs	930	149	258	1337
Bâtiments à usage commercial	2	5	136	143
Bâtiments industriels	0	13	7	20
Bâtiments scolaires et d'enseignement	142	43	111	296
Locaux sanitaires.	40	14	13	67
Maisons de jeunesse et foyers	0	1	21	22
Clubs et salles de spectacles	0	1	41	42
Bâtiments de culte.	34	0	14	48
Centres de rééducation et d'incarcération	94	0	0	94
Entrepôts	1	0	5	6
Edifices monumentaux	2	0	3	5
Autres	10	16	14	40
Total	1255	242	623	2120

(1) Non compris les dons en nature et les cessions

(2) Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 17 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN BATIMENTS DES MINISTERES ET INSTITUTIONS*

en millions de DH

<i>Nature des bâtiments</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Total</i>
Bâtiments administratifs	733	197	930
Bâtiments à usage commercial	2	0	2
Bâtiments scolaires et d'enseignement	139	3	142
Locaux sanitaires.	18	22	40
Bâtiments de culte.	25	9	34
Centres de rééducation et d'incarcération	94	0	94
Entrepôts	1	0	1
Edifices monumentaux	1	1	2
Autres	7	3	10
Total	1020	235	1255

ANNEXE 18 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN BATIMENTS DES EPA ET SEGMA*

en millions de DH

<i>Nature des bâtiments</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
Bâtiments administratifs	101	48	1	150
Bâtiments à usage commercial	0	5	0	5
Bâtiments industriels	7	6	0	13
Bâtiments scolaires et d'enseignement	4	39	0	43
Locaux sanitaires.	4	10	0	14
Maisons de jeunesse et foyers	1	0	0	1
Autres	10	6	0	16
Total	127	114	1	242

ANNEXE 19 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN BATIMENTS DES COLLECTIVITES LOCALES*(1)

en millions de DH

<i>Nature des bâtiments</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
Bâtiments administratifs	209	43	5	258
Bâtiments à usage commercial	122	14	1	136
Bâtiments à usage industriel	3	4	0	7
Bâtiments scolaires et d'enseignement	107	4	0	111
Locaux sanitaires	12	1	0	13
Maisons de jeunesse et foyers	21	0	0	21
Clubs et salles de spectacle	38	3	0	41
Bâtiments de culte	12	2	0	14
Entrepôts	4	0	0	5
Edifices monumentaux	1	2	0	3
Autres	12	2	0	14
Total	541	75	6	623

* Non compris les dons en nature et les cessions

(1)Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 20 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE
(ENSEMBLE DU SECTEUR**

en millions de DH

<i>Nature des ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Ministères et institutions</i>	<i>EPA et SEGMA</i>	<i>Collectivités locales(1)</i>	<i>Total</i>
Voies	94	46	594	734
Ponts, tunnels et passages	0	2	43	45
Canalisation des égouts	0	3	123	126
Canalisation d'eau potable	0	3	69	72
Réseaux d'irrigation	82	373	7	462
Réseau de télécommunications	1	2	4	7
Réseau d'électricité	0	1	238	239
Barrages, digues et installations hydroélectriques	659	490	14	1163
Ports et jetées	298	0	1	299
Installations sportives et de loisirs	39	1	87	127
Puits, gisements	41	0	21	62
Améliorations majeures apportées aux terrains.	52	3	15	70
Autres ouvrages	104	3	108	215
Total	1370	927	1323	3620

(1) Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 21 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE
DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS***

en millions de DH

<i>Nature des ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
Voies	92	2	0	94
Réseaux d'irrigation	71	11	0	82
Réseaux de télécommunications	1	0	0	1
Barrages, digues et installations hydroélectriques	574	85	0	659
Ports et jetées	298	0	0	298
Installations sportives et de loisirs	34	5	0	39
Puits, gisements	40	1	0	41
Améliorations majeures apportées aux terrains.	35	16	1	52
Autres ouvrages	102	2	0	104
Total	1247	122	1	1370

* Non compris les cessions

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 22 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE
DES EPA ET SEGMA***

en millions de DH

<i>Nature des ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
Voies	36	9	1	46
Ponts, tunnels et passages	2	0	0	2
Canalisation des égouts	3	0	0	3
Canalisation d'eau potable	3	0	0	3
Réseaux d'irrigation	357	13	3	373
Réseaux de télécommunications	1	1	0	2
Réseaux d'électricité	1	0	0	1
Barrages, digues et installations hydroélectriques	490	0	0	490
Installations sportives et de loisirs	1	0	0	1
Améliorations majeures apportées aux terrains	2	1	0	3
Autres ouvrages	3	0	0	3
Total	899	24	4	927

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 23 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE
DES COLLECTIVITES LOCALES*(1)**

en millions de DH

<i>Nature des ouvrages d'infrastructures</i>	<i>Valeur des achats</i>	<i>Grosses réparations et travaux d'aménagement</i>	<i>Travaux réalisés pour compte propre</i>	<i>Total</i>
Voies	447	133	14	594
Ponts, tunnels et passages	37	5	1	43
Canalisation des égouts	108	14	1	123
Canalisation d'eau potable	63	5	1	69
Canalisation d'irrigation	6	0	1	7
Réseau de télécommunications	4	0	0	4
Réseau d'électricité	218	19	1	238
Barrages, digues et installations hydroélectriques	13	1	0	14
Installations sportives et de loisirs	74	13	0	87
Puits et gisements	14	6	1	21
Améliorations majeures apportées aux terrains	6	8	1	15
Autres ouvrages	104	4	0	108
Total	1094	208	21	1323

* Non compris les cessions

(1)Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 24 : ACQUISITIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES (CL) (1)
PAR REGION ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

en millions de DH

<i>Nature d'immobilisations</i>	<i>Groupement régional</i>	<i>Oued Ed-dahab Lagouira</i>	<i>Laâyoune Boujdour</i>	<i>Guelmim Es-semara</i>	<i>Souss-Massa-Draa</i>	<i>Gharb-Chrarda</i>	<i>Chaouia-Ouardigha</i>	<i>Marrakech -Tensift</i>	<i>Oriental</i>
Immobilisations corporelles	Total région	4	40	52	230	146	234	181	186
	Communes urbaines	3	28	25	100	49	90	91	87
	Communes rurales	0	2	4	79	65	67	58	59
	Autres CL	1	10	23	51	32	77	32	40
Terrains	Total région	0	0	1	4	0	8	1	2
	Communes urbaines	0	0	0	4	0	5	0	2
	Communes rurales	0	0	0	0	0	1	1	0
	Autres CL	0	0	1	0	0	2	0	0
Bâtiments	Total région	1	9	17	68	42	73	50	39
	Communes urbaines	0	4	9	18	8	30	22	15
	Communes rurales	0	1	1	26	14	26	21	11
	Autres CL	1	4	7	24	20	17	7	13
Ouvrages d'infrastructure	Total région	1	27	24	115	79	137	84	103
	Communes urbaines	1	22	10	58	31	52	51	48
	Communes rurales	0	0	2	38	41	28	23	39
	Autres CL	0	5	12	19	7	57	10	16
Matériel	Total région	2	4	10	42	24	15	45	37
	Communes urbaines	2	2	6	19	10	3	18	20
	Communes rurales	0	1	1	15	9	11	13	6
	Autres CL	0	1	3	8	5	1	14	11
Autres immobilisations corporelles	Total région	0	0	0	1	1	1	1	5
	Communes urbaines	0	0	0	1	0	0	0	2
	Communes rurales	0	0	0	0	1	1	0	3
	Autres CL	0	0	0	0	0	0	1	0
Immobilisations incorporelles	Total région	0	0	1	2	0	10	1	1
	Communes urbaines	0	0	0	1	0	1	0	1
	Communes rurales	0	0	0	1	0	1	0	0
	Autres CL	0	0	1	0	0	8	1	0
Total	Total région	4	40	53	232	146	244	182	187
	Communes urbaines	3	28	25	101	49	91	91	88
	Communes rurales	0	2	4	80	65	68	58	59
	Autres CL	1	10	24	51	32	85	33	40

(1) Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 24 : ACQUISITIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES (CL) (1)
PAR REGION ET TYPE D'IMMOBILISATIONS (suite)

en millions de DH

<i>Nature d'immobilisations</i>	<i>Groupement régional</i>	<i>Grand Casablanca</i>	<i>Rabat-Salé-Zaers</i>	<i>Doukkala-Abda</i>	<i>Tadla-Azilal</i>	<i>Meknes-Tafilalet</i>	<i>Fès-Boulemane</i>	<i>Taza-Al hoceima</i>	<i>Tanger-Tétouan</i>	<i>Total</i>
Immobilisations corporelles	Total région	269	374	171	74	225	82	204	234	2706
	Communes urbaines	193	195	88	41	106	43	24	142	1305
	Communes rurales	7	51	65	29	49	17	127	38	717
	Autres CL	69	128	18	4	70	22	53	54	684
Terrains	Total région	14	11	4	0	3	3	1	21	73
	Communes urbaines	10	7	3	0	2	3	0	20	56
	Communes rurales	0	1	1	0	1	0	1	1	7
	Autres CL	4	3	0	0	0	0	0	0	10
Bâtiments	Total région	92	95	53	9	48	17	42	64	719
	Communes urbaines	51	43	32	5	20	4	6	29	296
	Communes rurales	4	21	13	3	14	6	19	14	194
	Autres CL	37	31	8	1	14	7	17	21	229
Ouvrages d'infrastructure	Total région	108	116	76	58	126	41	130	98	1323
	Communes urbaines	85	75	41	32	51	29	13	65	664
	Communes rurales	2	20	31	25	28	7	98	16	398
	Autres CL	21	21	4	1	47	5	19	17	261
Matériel	Total région	54	145	38	6	45	20	28	49	564
	Communes urbaines	46	69	12	4	31	7	5	27	281
	Communes rurales	1	6	20	1	5	3	8	7	107
	Autres CL	7	70	6	1	9	10	15	15	176
Autres immobilisations corporelles	Total région	1	7	0	1	3	1	3	2	27
	Communes urbaines	1	1	0	0	2	0	0	1	8
	Communes rurales	0	3	0	0	1	1	1	0	11
	Autres CL	0	3	0	1	0	0	2	1	8
Immobilisations incorporelles	Total région	3	14	4	0	0	0	0	4	40
	Communes urbaines	3	6	4	0	0	0	0	2	18
	Communes rurales	0	1	0	0	0	0	0	1	4
	Autres CL	0	7	0	0	0	0	0	1	18
Total	Total région	272	388	175	74	225	82	204	238	2746
	Communes urbaines	196	201	92	41	106	43	24	144	1323
	Communes rurales	7	52	65	29	49	17	127	39	721
	Autres CL	69	135	18	4	70	22	53	55	702

(1) Y compris les syndicats de communes

Source : Direction de la Statistique

ANNEXE 25 : ACQUISITIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES COMMUNES URBAINES PAR REGION ET TYPE D'IMMOBILISATIONS (1)

en millions de DH

Région	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Oued Ed-dahab – Lagouira	0	0	1	2	0	3	0	3
Laâyoune-Boujdour	0	4	22	2	0	28	0	28
Guelmim-Es-semara	0	9	10	6	0	25	0	25
Souss-Massa-Draa	4	18	58	19	1	100	1	101
Gharb-Chrarda	0	8	31	10	0	49	0	49
Chaouia-Ouardigha	5	30	52	3	0	90	1	91
Marrakech-Tensift	0	22	51	18	0	91	0	91
Oriental	2	15	48	20	2	87	1	88
Grand Casablanca	10	51	85	46	1	193	3	196
Rabat-Salé-Zaers	7	43	75	69	1	195	6	201
Doukkala-Abda	3	32	41	12	0	88	4	92
Tadla-Azilal	0	5	32	4	0	41	0	41
Meknes-Tafilalet	2	20	51	31	2	106	0	106
Fes-Boulemane	3	4	29	7	0	43	0	43
Taza-Al Hoceima	0	6	13	5	0	24	0	24
Tanger-Tétouan	20	29	65	27	1	142	2	144
Total	56	296	664	281	8	1305	18	1323

(1) Non compris les cessions

Source : Direction de la Statistique

**ANNEXE 26 : ACQUISITIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES COMMUNES RURALES
PAR REGION ET TYPE D'IMMOBILISATIONS (1)**

en millions de DH

Région	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Laâyoune-Boujdour	0	1	0	1	0	2	0	2
Guelmim-Es-semara	0	1	2	1	0	4	0	4
Souss-Massa-Draa	0	26	38	15	0	79	1	80
Gharb-Chrarda	0	14	41	9	1	65	0	65
Chaouia-Ouardigha	1	26	28	11	1	67	1	68
Marrakech-Tensift	1	21	23	13	0	58	0	58
Oriental	0	11	39	6	3	59	0	59
Grand Casablanca	0	4	2	1	0	7	0	7
Rabat-Salé-Zaers	1	21	20	6	3	51	1	52
Doukkala-Abda	1	13	31	20	0	65	0	65
Tadla-Azilal	0	3	25	1	0	29	0	29
Meknes-Tafilalet	1	14	28	5	1	49	0	49
Fes-Boulemane	0	6	7	3	1	17	0	17
Taza-Al Hoceima	1	19	98	8	1	127	0	127
Tanger-Tétouan	1	14	16	7	0	38	1	39
Total	7	194	398	107	11	717	4	721

(1) Non compris les cessions

Source : Direction de la Statistique